

# Les salariés de PSA reçus par Sarkozy

jeudi 12 AVRIL 2012, 14:42



Crédits photo : Reuters

Craignant la fermeture du site d'Aulnay, ils réclament un "engagement écrit" sur l'emploi.

Ils sont venus lui demander de "respecter sa promesse". Une délégation de salariés de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois a rencontré jeudi matin Nicolas Sarkozy à son QG de campagne pour qu'il prenne en main le dossier de l'emploi chez PSA, comme [il s'y était engagé en octobre dernier](#).

"Il y a eu une lueur d'espoir chez les salariés" à ce moment-là, a expliqué à son arrivée Tania Susset, déléguée du Syndicat indépendant de l'automobile, la première organisation syndicale à Aulnay-sous-Bois, où travaillent plus de 3.300 personnes. Selon elle, "le gouvernement peut mettre la pression sur la direction".

## **Sarkozy rencontrera le PDG de PSA samedi**

Le président-candidat a recueilli les doléances des salariés de PSA. "Je me suis engagé auprès d'eux à obtenir de la direction de PSA une réunion tripartite la semaine prochaine" avec PSA, les syndicats et le ministre de l'Industrie Eric Besson, a indiqué Nicolas Sarkozy

Pour attester de sa bonne volonté, Nicolas Sarkozy a indiqué qu'il recevrait samedi Philippe Varin, le PDG de PSA, pour le convaincre d'organiser cette réunion tripartite souhaitée par les syndicats.

## **La crainte d'une fermeture de l'usine après les élections**

Depuis la révélation en juin 2011 de documents de travail internes du constructeur automobile émettant l'hypothèse d'une fermeture d'Aulnay, les syndicats craignent que le déclin de la production se poursuive et aboutisse à terme à [un arrêt complet de l'activité](#).

Avant la rencontre avec Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Mercier, délégué de la CGT, avait exprimé ses craintes. "On sait tous que la direction de Peugeot attend les élections présidentielle et législatives pour annoncer officiellement la fermeture de cette usine, nous on ne veut pas crever, on veut continuer à travailler", avait-il imploré.

### **"On joue notre peau"**

La rencontre avec Nicolas Sarkozy n'a pas levé tous les doutes. "Des paroles, on en entend beaucoup, mais les paroles s'envolent, nous on veut des garanties écrites", a demandé Jean-Paul Mercier, faute de quoi les salariés "se mobiliseront encore". "On joue notre peau", a-t-il lancé. Et sa conseillère Tania Sussest de renchérir : "avec les milliards d'aides publiques injectées, les politiques ont leur mot à dire".

Preuve de l'attente chez le personnel de PSA, environ 150 salariés de l'usine d'Aulnay, en grève jeudi, s'étaient rassemblés devant le QG de Nicolas Sarkozy, entourés de gendarmes mobiles. "Aujourd'hui on est là, demain on continue", ont-ils scandé. Avec un mot d'ordre inscrit sur une banderole : "non à la fermeture de PSA Aulnay".